Fondation Jean Jaurès

Démocratie

LA PLACE DU TERRORISME DANS LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

Chloé Morin, Adélaïde Zulfikarpasic

31/03/2017

Le terrorisme est revenu au centre de l'actualité avec l'attentat de Londres du 22 mars 2017. Cette séquence donne l'occasion d'une mise en perspective pour comprendre la place de ce sujet dans les préoccupations de l'électorat alors que s'annonce la première élection nationale consécutive aux attentats de janvier 2015, novembre 2015 et juillet 2016.

La lutte contre le terrorisme, préoccupation désormais majeure des Français

Si le chômage est invariablement en tête des préoccupations des Français depuis plus d'une décennie, le terrorisme n'y figure en « bonne position » que depuis quelques mois. Jusqu'alors, d'autres sujets préoccupaient davantage les Français, parmi lesquels, de façon différenciée selon les périodes, le pouvoir d'achat, la santé ou encore les retraites. La question du terrorisme ne s'est pas imposée d'un seul coup comme une thématique centrale juste après *Charlie Hebdo* et l'Hyper Cacher ni même en novembre 2015, après les attentats du Bataclan et des terrasses parisiennes. Il aura fallu attendre l'été 2016, quelques semaines après l'attentat de Nice, pour que la lutte contre le terrorisme devienne l'une des deux préoccupations majeures des Français, quasiment à égalité avec la lutte contre le chômage. Cette tendance – conjoncturelle espérons-le – est néanmoins durable. Ainsi, même si la préoccupation terroriste a naturellement reculé à mesure que ce dernier événement en date s'éloignait, elle est restée à un niveau très élevé : interrogés par BVA en décembre dernier sur leurs principales préoccupations personnelles et invités à choisir parmi 16 thématiques, près de 4 Français sur 10 (36%) ont cité le terrorisme, derrière l'emploi (45%) mais devant le pouvoir d'achat (32%), la sécurité (31%), l'immigration (31%) ou encore les retraites (28%) et l'éducation (27%).

Invités à se prononcer sur les thématiques prioritaires pour la présidentielle 2017 en fin d'année, les membres de la communauté POP2017 de BVA ont confirmé la place prépondérante des questions sécuritaires :

- « Depuis plus d'un mois, une partie des politiques (notamment de droite) focalise les débats sur les thèmes de l'immigration, de la laïcité. Je pense que bien sûr c'est important d'en débattre mais qu'ils ne doivent pas sacrifier le débat sur des thèmes qui touchent les Français : emploi, sécurité, éducation » (homme, 23 ans, employé, gauche, Haute-Garonne)

Il est apparu que la sécurité, thème présent dans toutes les dernières campagnes électorales présidentielles, était cette fois très largement tracté et amplifié par la question du terrorisme. Derrière le terme « sécurité », il ne s'agit plus seulement de la petite et grande délinquance, mais aussi et surtout du terrorisme dont la menace plane sur l'Hexagone. Il s'agit malheureusement d'une préoccupation qui s'impose dans le quotidien des Français.

- « La sécurité c'est indispensable au vu de l'actualité et des attaques terroristes » (femme, 47 ans, fonctionnaire, Centre)

En fin d'année 2016, ce sujet a donné lieu à des discours plus apaisés que lors des mois précédents, juste après les attentats de Saint-Étienne-du-Rouvray et de Nice, et souvent exempts de critiques fortes à l'égard du gouvernement actuel, dans la mesure où la plupart des membres de la communauté estiment qu'il est difficile de savoir si l'opposition aurait fait mieux.

Le temps n'était pas à la querelle politique mais aux solutions qui pourraient être envisagées pour limiter le risque terroriste et assurer la sécurité des concitoyens. En la matière, plusieurs pistes, envisagées comme liées et cumulatives, ont été évoquées par les membres de la communauté : renforcement des effectifs de police, tant en matière de renseignement que d'action sur le terrain, renforcement de la surveillance des frontières, vigilance citoyenne, etc.

- « Au-delà des problèmes économiques actuels et grandissants, il faut urgemment mettre l'accent sur la sécurité du pays face au terrorisme et remettre des frontières suffisamment surveillées ! » (homme, 51 ans, employé, droite, Nord)
- « Sécurité : étoffons encore les effectifs notamment en renseignement et analyse. La mise en place de la garde nationale devrait assurer le déploiement dynamique sur site. Mettre en place une politique d'alerte et de prévention en formant tous les acteurs, citoyens, agents économiques, à identifier et agir en cas d'attentat » (homme, 65 ans, retraité, centre-gauche, Gers)

Une préoccupation qui ne s'est toutefois pas imposée dans la

campagne de façon centrale…

L'attentat commis à Londres devant le Parlement la semaine dernière a-t-il ravivé les craintes des Français ? Il semblerait que non. Et, surtout, la nouvelle mesure réalisée par BVA du 22 au 24 mars 2017, après l'attentat, est l'occasion de constater que la préoccupation terroriste a même reculé au profit des questions économiques, davantage évoquées dans le débat présidentiel. Ainsi, l'emploi reste la principale préoccupation personnelle des Français, cité par 44% des personnes interrogées, un niveau identique à celui que nous mesurions en décembre. En revanche, le deuxième sujet cité est le pouvoir d'achat (40%, en hausse de 8 points). Il est vrai que ce thème a été abordé à de nombreuses reprises pendant la campagne, notamment au travers de plusieurs mesures phares comme la proposition de suppression de la taxe d'habitation par Emmanuel Macron ou encore l'augmentation de la TVA proposée par François Fillon (qui aurait plutôt pour effet de détériorer le pouvoir d'achat).

Le terrorisme glisse ainsi à la troisième position des préoccupations des Français. Il reste toutefois cité par un Français sur trois (32%, -4 points en trois mois), juste devant la sécurité (30%) et les retraites (29%).

… mais qui suscite des attentes fortes chez les Français

On retrouve la même tendance au sein de notre communauté citoyenne. Au lendemain de l'attentat de Londres, la sécurité et la lutte contre le terrorisme demeuraient des thématiques importantes pour nos membres mais ni plus ni moins que la veille. L'attentat de Londres a simplement remis ces thématiques sur le devant de la scène médiatique :

- «Londres n'a rien changé à l'affaire, ça ne fait que remettre en avant le sujet pour une semaine, le temps que le soufflé médiatique ne retombe » (homme, 64 ans, retraité, centre-gauche, Eure)

Le terrorisme demeure une préoccupation forte

- « Pour moi c'est indispensable que la sécurité soit un thème de la présidentielle tout comme la lutte contre le terrorisme. L'actualité nous le prouve malheureusement trop souvent. Cet attentat n'a pas modifié mon opinion car je me sentais déjà concernée par ce sujet et j'avoue que la sécurité m'inquiète beaucoup » (femme, 47 ans, employée, fonction publique, centre, Nord)
- « Je ne souhaite pas que le thème de la sécurité occulte les problèmes de notre économie,

du pouvoir d'achat, du chômage, de la dette du pays qui augmente de 100 milliards d'euros par an, etc. » (homme, 70 ans, retraité, extrême-gauche, Vienne)

Un sujet qui affecte les choix électoraux des Français

Conséquence de l'importance prise par ce sujet au cours des derniers mois : il pèsera très probablement sur le scrutin à venir. Lorsque l'on interroge les électeurs ayant exprimé une intention de vote dans nos enquêtes sur les sujets liés à l'actualité du mois écoulé dont ils ont tenu compte pour faire leur choix, la menace terroriste se classe au quatrième rang (enquête BVA du 22 au 24 mars 2017). **82% des sondés déclarent en avoir tenu compte pour faire leur choix de vote dont 55% « beaucoup ».** Ce sujet est cité après le chômage (90% dont 58% « beaucoup » »), l'avenir de la sécurité sociale (88% dont 52% « beaucoup ») et la sécurité (86% dont 56% « beaucoup »). Il devance la probité des candidats (79% dont 47% « beaucoup »), sujet qui a pourtant le plus fait réagir le web au cours des trente jours précédant notre enquête.

En septembre 2016 (enquête BVA réalisée du 9 au 11 septembre), quelques semaines seulement après l'attentat de Nice, ce sujet se classait en tête des sujets d'actualité susceptibles de peser sur le vote des Français, mais à un niveau équivalent, voire moindre. 79% des électeurs déclaraient alors avoir tenu compte de ce sujet dans leur choix de vote dont 50% beaucoup.

Si en septembre dernier cette question était en tête des sujets impactant les intentions de vote de tous les électorats (à l'exception de celui de Jean-Luc Mélenchon), l'atténuation de cette crainte s'est accompagnée d'une lecture plus marquée politiquement. Quatrième sujet pour l'ensemble des électeurs, il s'agit du deuxième sujet cité par les électeurs de Marine Le Pen (95% de citations), derrière l'immigration (96%) et la sécurité (94%).

- « Nous devons tous, tous être parties prenantes dans ce combat contre l'islamiste radical qui nous fait la guerre. Tous, nous sommes tous obligés d'en tenir compte pour ne pas choisir un candidat laxiste sur ce sujet. Nous sommes responsables par notre vote et nous engageons notre pays dans la paix ou la guerre » (femme, 67 ans, retraité, extrême droite, Alpes-Maritimes)

Il s'agit également du deuxième sujet cité par les électeurs potentiels de François Fillon (94% de citations, derrière la sécurité à 97% et le chômage à 92%). La menace terroriste ne figure en revanche pas dans le « top 3 » des sujets ayant le plus impacté les intentions de vote des électeurs potentiels d'Emmanuel Macron, Benoît Hamon ou Jean-Luc Mélenchon. Ces électorats accordent plus d'importance à l'avenir de la sécurité sociale, le chômage, la loi Travail ou encore à la probité

des candidats.

Des attentes qui ont évolué au cours des derniers mois

Les attentes des Français en matière de lutte contre le terrorisme se sont beaucoup transformées au cours des derniers mois et depuis le mois de janvier 2015. D'une attente de réponses « à chaud », principalement sécuritaires, ils se sont tournés progressivement vers des réponses de long terme.

En novembre 2015 (selon un sondage BVA pour i-TELE réalisé les 18 et 19 novembre), 85% des Français jugeaient prioritaire que la sécurité intérieure constitue un axe majeur de l'action en réponse au terrorisme, quasiment à égalité avec la lutte contre le terrorisme international (prioritaire pour 81%). Ces deux axes d'action face au terrorisme devançaient de loin l'éducation (66%) ou encore la situation des banlieues (58%) ou l'emploi des jeunes (55%).

Un an et demi après (enquête réalisée par BVA du 22 au 24 mars 2017), la hiérarchie des priorités pour lutter contre le terrorisme a évolué. L'attention portée à l'éducation a progressé : elle est jugée prioritaire par 74% des Français (+8 points). Elle devance la sécurité intérieure 72% (-13 points) et la lutte contre le terrorisme international (70%, -11 points).

Cela ne signifie pas pour autant que ces réponses sécuritaires ne sont pas attendues. Elles sont tout simplement considérées comme un prérequis indispensable mais ne suffisent plus. Les consciences sur ce sujet ont évolué et les Français donnent le sentiment de vouloir que l'on s'attaque aux origines même du terrorisme, à ses ferments. À cet égard, on observe une constante : la lutte contre la propagande djihadiste et la radicalisation demeure l'action privilégiée, jugée prioritaire par 81% des Français. Elle était déjà numéro 1 en novembre 2015 (jugée prioritaire par 90%).

Ces réponses varient bien entendu selon le profil politique. Les sympathisants du Front national et LR mettent davantage l'accent sur les mesures sécuritaires : 81% des sympathisants de la droite jugent la sécurité intérieure prioritaire (dont 84% des sympathisants LR) contre 61% des sympathisants de la gauche. 82% des sympathisants LR jugent prioritaire la lutte contre le terrorisme international, tout comme 81% des sympathisants FN. Ces derniers insistent en revanche moins sur l'importance de l'éducation (citée par 65% des sympathisants FN seulement) même si, tout comme les sympathisants LR mais dans une moindre mesure, ils ont évolué sur cette question depuis novembre 2015. Les sympathisants LR sont en effet désormais 75% à citer l'éducation, soit près de 20 points de plus qu'en novembre 2015.

Pour autant, aujourd'hui, au sein de notre communauté, aucun candidat ne semble clairement se distinguer sur chacune de ces réponses face au terrorisme :

- « À ce jour, rien ne me dit qu'un candidat a pris conscience du problème de manière réaliste, de manière posée » (femme, 65 ans, retraitée, centre, Loir-et-Cher)
- « Sur les 4 candidats démocrates (de Mélenchon à Fillon) pour parler de ceux qui peuvent être au deuxième tour et au-delà du blabla de campagne ils sont très conscients de l'enjeu sécurité » (homme, 33 ans, Landes)
- «L'attentat de Londres a été l'occasion pour Marine le Pen de critiquer le gouvernement et de faire de la surenchère. Il n'est pas possible de placer un policier devant chaque lieu de culte, chaque école, chaque magasin. (…) Aucun des candidats n'a de solution miraculeuse pour empêcher un illuminé de tuer des gens avec une arme ou un véhicule. Pour l'instant, il faut continuer ce qui se fait déjà en traquant les éléments radicalisés » (homme, 70 ans, retraité, extrême-gauche, Vienne)

Dès lors, on comprend bien que chaque électeur choisira son candidat sur ce thème en fonction d'une combinaison entre l'importance qu'il accorde au sujet et le type de réponse qu'il attend.

À l'occasion de cette élection présidentielle « hors norme », la Fondation Jean-Jaurès s'associe au Huffington Post pour apporter son éclairage sur la campagne électorale : rapport de forces, thèmes et enjeux structurants, opinion des Français. La Fondation mobilise un certain nombre de chercheurs et de personnalités pour fournir des analyses jusqu'au scrutin, et après.